

**Soutien technique au suivi et à l'évaluation des
programmes de nutrition (RIMFIL, RIMDIR) en
Mauritanie**

**Leçons apprises, facteurs de succès, les échecs et les barrières
du RIMRAP pour le programme SANAD – Objectif 1 – V1**

Mai 2022

À propos de la Nutrition Research Facility

Le projet Knowledge and Research for Nutrition de la Commission européenne (2020-2026) vise à fournir de meilleures connaissances et données pour la conception, la gestion, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition.

Ce projet est mis en œuvre par Agrinatura (l'Alliance Européenne sur les Connaissances Agricoles pour le Développement), qui a créé un centre de recherche, la « Nutrition Research Facility ». Ce centre, qui met en commun l'expertise de diverses universités européennes, est à même de mobiliser des réseaux scientifiques de renommée internationale ainsi que des organismes de recherche des pays partenaires.

La Nutrition Research Facility formule des avis d'experts auprès de la Commission européenne, des États membres de l'Union européenne (UE) et des pays partenaires.

Contact : nrf@agrinatura-eu.eu



Clause de non-responsabilité

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité d'AGRINATURA et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

Informations relatives au présent document

Contenu	Soutien de la NRF à la Mauritanie			
Lot de travail	WP4			
Nature	Rapport			
Auteur principal	Carl Lachat			
Contributions	Hélène Berton			
Réviser(s)	Paolo Sarfatti			
Date de livraison	Contractuelle		Réelle	

Historique du document

Version	Date d'émission	Phase	Modifications	Contributions
1.0	28/03/2022			
2.0	24/05/2022	Finale	Dernières commentaires	Carl Lachat, Helene Berton

Pour citer ce rapport :

Lachat, C & Berton H. (Mai 2022) Soutien technique au suivi et à l'évaluation des programmes de nutrition (RIMFIL, RIMDIR) en Mauritanie. Leçons apprises, facteurs de succès, les échecs et les barrières du RIMRAP pour le programme SANAD – Objectif 1 – V1 (Rapport final). Nutrition Research Facility

Liste des abréviations

Abréviation	Description
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
C4N	Capacity for Nutrition
CNDN	Conseil National de Développement de la Nutrition
NRF	Nutrition Research Facility
RIMDIR	Investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales
RIMFIL	Programme de promotion du développement des filières agricoles et pastorales
RIMRAP	Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale
S&E	Suivi et évaluation
SANAD	Sécurité alimentaire et nutritionnelle, et agriculture durable
UE	Union Européenne

Table des matières

Introduction	2
Contexte.....	1
La malnutrition en Mauritanie	1
Le plan stratégique national pour la nutrition	2
Le RIMRAP.....	3
Objectif	5
Méthodologie.....	5
Observations	6
Design et approche conceptuelle du RIMRAP	6
Approche opérationnelle.....	7
Ancrage institutionnel	8
Sélection des zones et des populations cibles	9
Système de suivi et évaluation du programme	11
Systèmes de données et d'information	13
RIMRAP : leçons apprises, facteurs de succès et échecs pour améliorer la situation nutritionnelle	14
1. Connaissance du problème nutritionnel et mobilisation politique, technique et sociétale autour de cette problématique	14
2. Focus sur les régimes alimentaires	18
3. Résilience face à l'insécurité nutritionnelle / Prévention et gestion des chocs	20
4. Autres actions du RIMRAP pouvant contribuer à améliorer la nutrition	21
5. Communication	21
Principales conclusions	21
Recommandations.....	23
Recommandations pour les programmes futures de l'UE.	23
Annexes	1
Annexe 1 : Termes de Références.....	1
Annexe 2 : Liste des questions.....	1
Annexe 3 : Noms des membres du personnel interrogés	1
.....	6

Introduction

Par son soutien, la NRF a pour objectif global de fournir une aide technique en matière de suivi et évaluation (S&E) pour les programmes de nutrition gérés par la délégation de l'Union européenne (UE) auprès de la République islamique de Mauritanie, par exemple le Programme de promotion du développement des filières agricoles et pastorales (RIMFIL) et le Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales (RIMDIR). Comme résumé dans la fiche à l'Annexe 1¹, ce soutien s'articule autour de 3 objectifs :

1. Tirer des enseignements, définir les facteurs de réussite, les échecs et les obstacles du RIMRAP pour le programme Sécurité alimentaire et nutritionnelle, et agriculture durable (SANAD) ;
2. Améliorer les cadres de résultats du programme RIMFIL pour suivre les résultats en matière de nutrition (cadre logique, cadre de S&E et théorie du changement) ;
3. Faciliter la collaboration entre les interventions de l'UE liées au programme SANAD et générer un retour d'expérience pour améliorer l'état nutritionnel en Mauritanie.

Un rapport complet est prévu et présentera en détail le soutien de la aux programmes susmentionnés en Mauritanie. En annexe de ce rapport, seront ajoutés des sous-rapports concernant chaque objectif.

Les conclusions de ce rapport sont communiquées à l'ENABEL, et à la délégation de l'UE auprès de la Mauritanie afin de recueillir leurs commentaires. La première étape consiste à établir des activités qui pourront être ajoutées aux composantes du RIMFIL. Une fois que ces activités auront été approuvées, la NRF proposera des indicateurs de résultats adaptés.

¹ Validé par la délégation de l'UE le 15 juillet 2021

Contexte

La malnutrition en Mauritanie

La Mauritanie fait face à des taux persistants de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans. En 2012, le taux de retard de croissance était de 27.0 %, alors qu'il était estimé à 24.2 % en 2020 (UNICEF/WHO/World Bank JME 2021)¹. Ces chiffres sont considérés comme élevés et ne permettent pas d'atteindre l'objectif fixé pour 2030, à savoir réduire de 50 % le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance. La prévalence peut atteindre 30 à 40 % (en 2015), tout en étant inférieure dans les régions du Gorgol, du Trarza, de Nouadhibou et de Nouakchott.

La prévalence de l'émaciation était de 11.5 % en 2018 et n'est pas en bonne voie pour atteindre l'objectif de 2030 : réduire le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation à moins de 3 % (UNICEF/WHO/World Bank JME 2021). Les différences régionales sont également considérables : le sud, le centre et le sud-est étant particulièrement touchés. La malnutrition suit un schéma saisonnier, marquant des pics durant les périodes de soudure. Les données SMART de 2008 à 2015¹ montrent que la malnutrition aiguë modérée et sévère post récolte s'élève à peu près à la moitié du taux rencontré dès le début de la période de soudure. Bien qu'il y ait des variations annuelles, en général, la prévalence de la malnutrition aiguë modérée est autour de 13-12% au début de la soudure et diminue jusqu'à 6-7% pour la période de post récolte. La malnutrition aiguë sévère suit cette tendance en augmentant de 2% au cours de la période de soudure et diminuant de 1% au cours de la période de post récolte.²

En parallèle, les carences en micronutriments représentent un véritable problème de santé publique. Malgré l'absence de chiffres représentatifs de la population, des données semblent indiquer de fortes carences en fer et en iode (par exemple, le taux d'anémie chez les femmes (enceintes et non-enceintes) était de 37.2% en 2015 ; et les estimations UNICEF 2020 montrent que seulement 25.2% des ménages en Mauritanie consomment le sel avec de l'iode)³.

La Mauritanie observe également une augmentation de l'obésité et des maladies chroniques liées à l'alimentation. La prévalence du surpoids chez les enfants était estimée à 1,9 % en 2012 et à 2,7 % en 2020. Ce chiffre est considéré comme faible et en bonne voie pour atteindre l'objectif de 2030 : réduire le nombre d'enfants de moins de 5 ans en surpoids à moins de 3 % (UNICEF/WHO/World Bank JME 2021). En effet, entre 2000 et 2016, le taux d'obésité des femmes est passé de 30.5% à 42.3% et celui des hommes est passé de 16.8% à 26.0% ; de même, le taux de diabète des femmes est passé de 7.3% à 9.4% alors que celui des hommes est passé de 6.5% à 8.5% entre l'année 2000 et 2014.⁴

¹ United Nations Children's Fund (UNICEF), World Health Organization, International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank. Levels and trends in child malnutrition: key findings of the 2021 edition of the joint child malnutrition estimates. Geneva: World Health Organization; 2021. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240025257>. Note : les données des enquêtes sur les ménages concernant la taille et le poids des enfants n'ont pas été collectées en 2020 en raison des politiques de distanciation physique. Ces estimations reposent donc presque entièrement sur les données recueillies avant 2020 et ne tiennent pas compte de l'impact de la pandémie de COVID-19.

² République islamique de Mauritanie, ministère de l'Économie et des Finances. Conseil national de développement de la nutrition (2015) Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2025. Data from SMART 2015

³ UNICEF base de données 'Iodized Salt Consumption': <https://data.unicef.org/topic/nutrition/iodine/#data>

⁴ Global Nutrition Report, Profile Pays : <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/western-africa/mauritania/>

Tableau 1 Indicateurs nutritionnels de base pour la Mauritanie

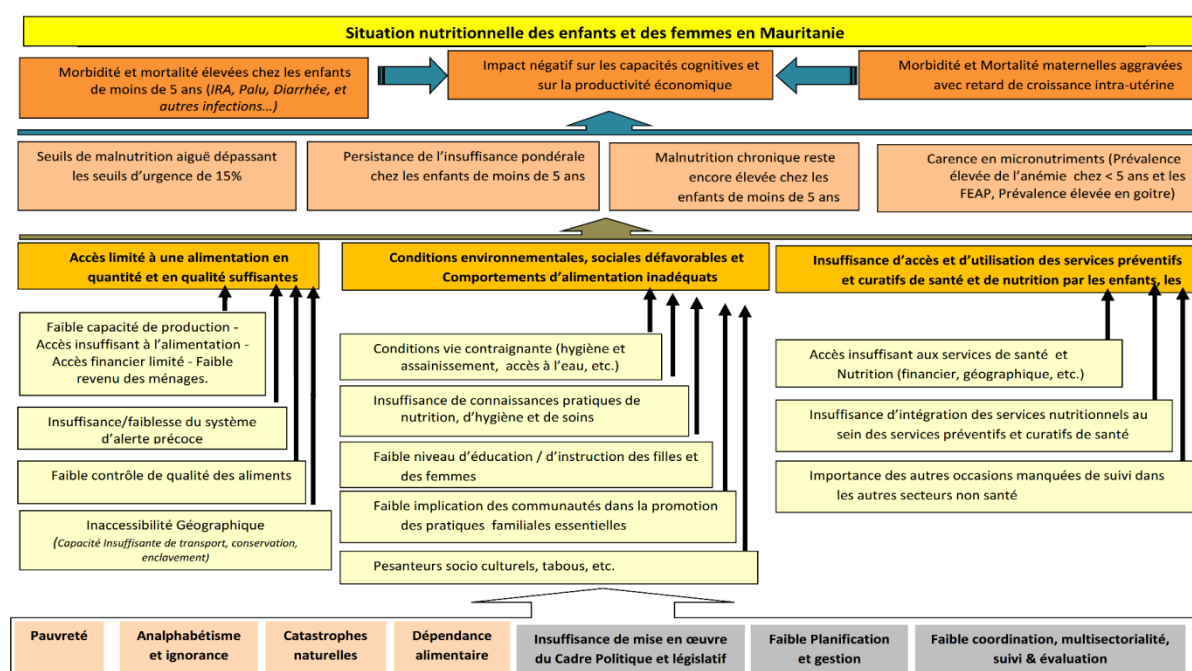
Indicateur	Données	Année	Source
Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)	24.2 %	2020	UNICEF/WHO/World Bank JME 2021
Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)	11.5 %	2018	Global Nutrition Report, Profile Pays
Obésité chez les enfants et adolescents (5-19 ans) (%)	Filles 5.3 % ; garçons 2.5 %	2016	Global Nutrition Report, Profile Pays
Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)	2.7 %	2020	UNICEF/WHO/World Bank JME 2021
Surpoids chez les adultes (%)	Femmes 42.3 % Hommes 26.0 %	2016	Global Nutrition Report, Profile Pays
Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)	37.2 %	2016	Global Nutrition Report, Profile Pays
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois (%)	40.3 %	2018	Rapport de l'enquête nutritionnelle nationale SMART Aout 2018, via base de données UNICEF
Diabète chez les adultes (%)	Femmes 9.4 % ; Hommes 8.5 %	2014	Global Nutrition Report, Profile Pays

Sources : Dernières données disponibles : United Nations Children's Fund (UNICEF), World Health Organization, International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank. Levels and trends in child malnutrition: key findings of the 2021 edition of the joint child malnutrition estimates. Geneva: World Health Organization; 2021 ; Global Nutrition Report, Profile Pays : <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/western-africa/mauritania/>; UNICEF/WHO/World Bank Joint Child Malnutrition Estimates Expanded Database: Stunting, Wasting and Overweight (July 2020, New York). Available at: <https://data.unicef.org/resources/dataset/malnutrition-data>. Accessed: 30 November 2020; UNICEF Infant and Young Child Feeding database: <https://data.unicef.org/topic/nutrition/infant-and-young-child-feeding/>

Le plan stratégique national pour la nutrition

La Figure 1 ci-dessous, obtenue à partir du plan stratégique national pour la nutrition, décrit les facteurs déterminants pour la malnutrition des enfants et des femmes. Dans la malnutrition infantile, des soins et une alimentation inadaptée sont des déterminants directs liés à l'alimentation ; ils se reflètent dans un allaitement sous optimal et une alimentation non diversifiée. Les facteurs socio-économiques comprennent le faible niveau d'éducation, le manque de temps et l'influence des traditions ou des habitudes.

Figure 1 Facteurs déterminants pour la malnutrition des enfants et des femmes



Source : République islamique de Mauritanie, ministère de l'Économie et des Finances. Conseil national de développement de la nutrition (2015) Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2025

Le gouvernement de la République islamique de Mauritanie a élaboré un plan d'action multisectoriel qui définit des activités sur la période 2016-2025⁵ et qui est appuyé par un engagement gouvernemental pour lutter contre la malnutrition, et en faveur du mouvement Scaling Up Nutrition, lequel vise à améliorer la nutrition. Les axes stratégiques sont:

1. Disponibilité, accès et consommation d'une alimentation suffisante de qualité;
2. Adoption de pratiques adéquates d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE);
3. Conditions d'hygiène dans les ménages favorables à la nutrition;
4. Accès et utilisation par les enfants, les adolescentes et les femmes des services préventifs et curatifs de santé et de nutrition;
5. Prévention et prise en charge du surpoids/obésité;
6. Engagement, pilotage, coordination, S&E des actions de lutte contre la malnutrition.

Le Programme Indicatif National entre la Commission européenne et la République islamique de Mauritanie concerne la période 2014 à 2020. La délégation de l'UE soutient le programme SANAD par le biais de 3 actions complémentaires prévues dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement :

- RIMRAP : Renforcement Institutionnel vers la résilience agricole et pastorale;
- RIMDIR : Renforcement des investissements productifs et énergétiques pour le développement durable des zones rurales (RIMDIR);
- RIMFIL : Promotion du développement des filières agricoles et pastorales durables.

Le RIMRAP

Le Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale (RIMRAP) a été développé dans le cadre du premier secteur de concentration "Sécurité alimentaire et agriculture durable (SANAD)" du Programme Indicatif National du 11 Fonds Européen de Développement (2014-2020). L'objectif général du programme est d'améliorer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif spécifique du programme est de renforcer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources dans le contexte de changement climatique.

Les trois résultats attendus sont :

1. Les capacités institutionnelles et organisationnelles des institutions étatiques et paraétatiques pertinentes sont renforcées.
2. Les capacités des opérateurs agropastoraux sont renforcées dans les régions de l'Assaba du Guidimakha, du Hodh el Gharbi et du Hodh el Chargui.
3. Des outils de connaissances, d'analyses et de partage des informations liés à l'agro-pastoralisme et la sécurité alimentaire et nutritionnelles sont développés et diffusés.

Les principaux résultats et activités sont les suivants :

R1 : Les capacités institutionnelles et organisationnelles des institutions étatiques et paraétatiques pertinentes sont renforcées :

- A1.1 Appui au dialogue inclusif sur les politiques et stratégies opérationnelles au niveau national
- A1.2 Appui aux 2 directions respectives chargées de politiques, de la coopération, du suivi et de l'évaluation
- A1.3 Mise à niveau des institutions de formation du Ministère de l'agriculture et du ministère de l'élevage

⁵ République islamique de Mauritanie, Ministère de l'Économie et des Finances. Conseil national de développement de la nutrition (2015) Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2025

- A1.4 Développement des capacités de recherche agricole et pastorale

R2 : Les capacités des opérateurs locaux sont renforcées dans les 4 régions cible en vue de la mise en place d'une meilleure gouvernance de l'accès aux ressources naturelles pour les populations rurales

- A2.1 Renforcement des capacités des Délégations régionales de l'agriculture et de l'élevage
- A2.2 Appui à la gouvernance locale
- A2.3 Actions de sécurisation de systèmes agro-sylvo pastoraux durables
- A2.4 Élaboration de stratégie anticipée de gestion des crises/ Plans de résilience régionaux et communaux

R3 : Les systèmes d'information existants sont renforcés et leur coordination améliorée en vue de la production, de la diffusion et du partage d'informations liées à l'agropastoralisme et la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- A3.1 Renforcement consolidation du système de suivi et évaluation de la Stratégie de Développement du Secteur Rural et Revue Institutionnelle du Secteur Agro-Pastoral en lien avec les systèmes d'information sécurité alimentaire et nutritionnelle
- A3.2 Communication et diffusion des travaux dans le cadre de l'agropastoralisme durable
- A3.3 Amélioration des systèmes d'information aux niveau régional et national pour meilleur soutien à la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- A3.4 Actions de mise en réseau transfrontalières et régionales

La première phase, d'un budget de EUR 27 millions (dont EUR 2 millions mis à disposition par les Etats membres) a été mise en œuvre sur 5 années (2016-2020). Elle a été suivie d'une seconde phase couvrant la période 2020-2022 à travers le projet COPCO. Ce dernier a été mis en place en réponses aux urgences dues au Covid-19 en milieu agricole et pastoral et pour poursuivre l'appui institutionnel.

En tant que premier secteur de concentration du Fond Européen de Développement, le RIMRAP contribue aux objectifs de la SANAD. L'amélioration de la nutrition est un élément clé à cet égard. Quatre mois après le début du RIMRAP 2015, le Plan stratégique multisectoriel de nutrition pour 2016-2025 a été publié. Ce plan résume un consensus national et présente un plan global de mise en œuvre de la politique qui nécessitera une coordination multisectorielle des activités de nutrition dans le pays. Les conditions suivantes sont décrites pour mettre en œuvre le plan :

- Un engagement politique et financier efficaces partant de l'impact négatif de la malnutrition sur le développement socio-économique du pays et du retour d'investissement d'une action efficace en matière de nutrition ;
- L'appropriation de ce Plan stratégique par les différents acteurs, en particulier les Départements Ministériels tant au niveau national que régional et local ;
- La mise en place d'un cadre institutionnel garantissant une coordination, un suivi et évaluation efficaces.

Cinq groupes d'acteurs sont impliqués dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Plan stratégique : (i) le secteur gouvernemental, (ii) le secteur privé, (iii) le monde académique, (iv) le secteur de la société civile and (v) Les partenaires techniques et financiers (inc UE). La mise en œuvre de ce plan repose sur l'intégration d'un ensemble d'interventions relevant de plusieurs secteurs regroupés en plateforme multisectorielle dans le cadre d'une instance nationale, le Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN). Selon le Décret N° 2010-208, ce CNDN "a pour mission d'adopter la politique et les orientations stratégiques du Gouvernement en matière de nutrition". Le CNDN est présidé par le Premier Ministre et le Ministre des affaires économiques et du développement en assure la vice-présidence.

Au niveau régional, la Commission Régionale de Coordination de la Nutrition est appelée à “donner les orientations, coordonner et suivre les actions pour le développement de la nutrition et assurer le plaidoyer et la mobilisation des ressources au niveau régional”.

Un cadre de S&E de la nutrition permettra, entre autres, de remédier à la collecte fragmentée d'informations provenant de différentes parties prenantes. Les données provenant des systèmes d'information sur la santé, de l'éducation et d'autres départements, complétées par des études spécifiques, sont essentielles pour surveiller la nutrition dans le pays. Un manuel contenant des procédures et des instructions pour la collecte et l'analyse des données sera mis à disposition à cette fin.

Objectif

La NRF a été invitée à tirer des leçons apprises, définir les facteurs de succès, les échecs et les barrières du RIMRAP pour le programme SANAD (objectif 1 de la fiche S&E pour la Mauritanie). A ce titre, ce document décrit comment le RIMRAP pourrait mieux contribuer aux objectifs de nutrition du SANAD, en particulier pour améliorer l'état nutritionnel en Mauritanie. Le document réfléchit également aux leçons apprises du RIMRAP pour assurer une plus grande complémentarité et efficacité entre le RIMRAP, le RIMDIR et le RIMFIL. La portée de cette analyse n'a pas permis d'évaluer les progrès, le financement, la mise en œuvre ou l'efficacité.

Méthodologie

Tout d'abord, une analyse documentaire a été réalisée, en tenant compte des documents clés suivants :

- Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016 – 2025. 2015.
- Évaluation à mi-parcours du programme RIMRAP Rapport d'évaluation -version finale 2019.
- Convention de financement entre la commission Européenne et la république Islamique de Mauritanie. Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience agricole et pastorale (RIMRAP).
- Évaluation à mi-parcours du programme RIMRAP Rapport d'évaluation – Résumé exécutif version finale 2019.
- Les rapports finaux d'activités de l'assistance technique et des consortia d'intervention
- Un grand nombre de documents (notamment des atlas, diagnostic par terroirs, vidéos, etc. qui ont été réalisés dans le cadre du programme RIMRAP et sont pour la majorité disponible sur le site www.rim-rural.org.
- Des exemples de documents (PDC, PAP-R) appuyés par les partenaires auprès des communes d'intervention dans le cadre du programme RIMRAP.

Deuxièmement, a servi l'analyse de discussion pour les entretiens avec les informateurs clés qui ont été impliqués dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation du RIMRAP en Mauritanie. Les entretiens ont été réalisés en ligne du 28 février au 22 mars 2022. Une liste de personnes clés du programme a été fournie par la DUE. Elle comprenait des personnes représentant les consortia de mise en œuvre de l'action (Terre Solidali, GRDR, IRAM, World Vision, GIZ, AECID, assistance technique), des représentants des ministères de l'agriculture, de l'élevage, des finances et le contact du point focal SUN. Ces entretiens ont permis de mieux appréhender la compréhension et les connaissances des partenaires en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'obtenir des éléments plus précis que ce qui est mentionné dans les rapports sur les forces et faiblesses des actions du RIMRAP (via les divers angles présentés ci-dessous : mobilisation politique, gouvernance, capacité, régimes alimentaires diversifiés, réponse aux crises alimentaires, etc.). Compte tenu que le RIMRAP était dans l'ensemble peu sensible à la nutrition, les entretiens se sont surtout focalisés sur **comment utiliser les acquis du RIMRAP pour construire dans le futur des programmes de développement rural plus sensibles à la nutrition**. L'annexe 2 est la liste des questions et l'annexe 3 contient les noms des membres du personnel interrogés.

Observations

Design et approche conceptuelle du RIMRAP

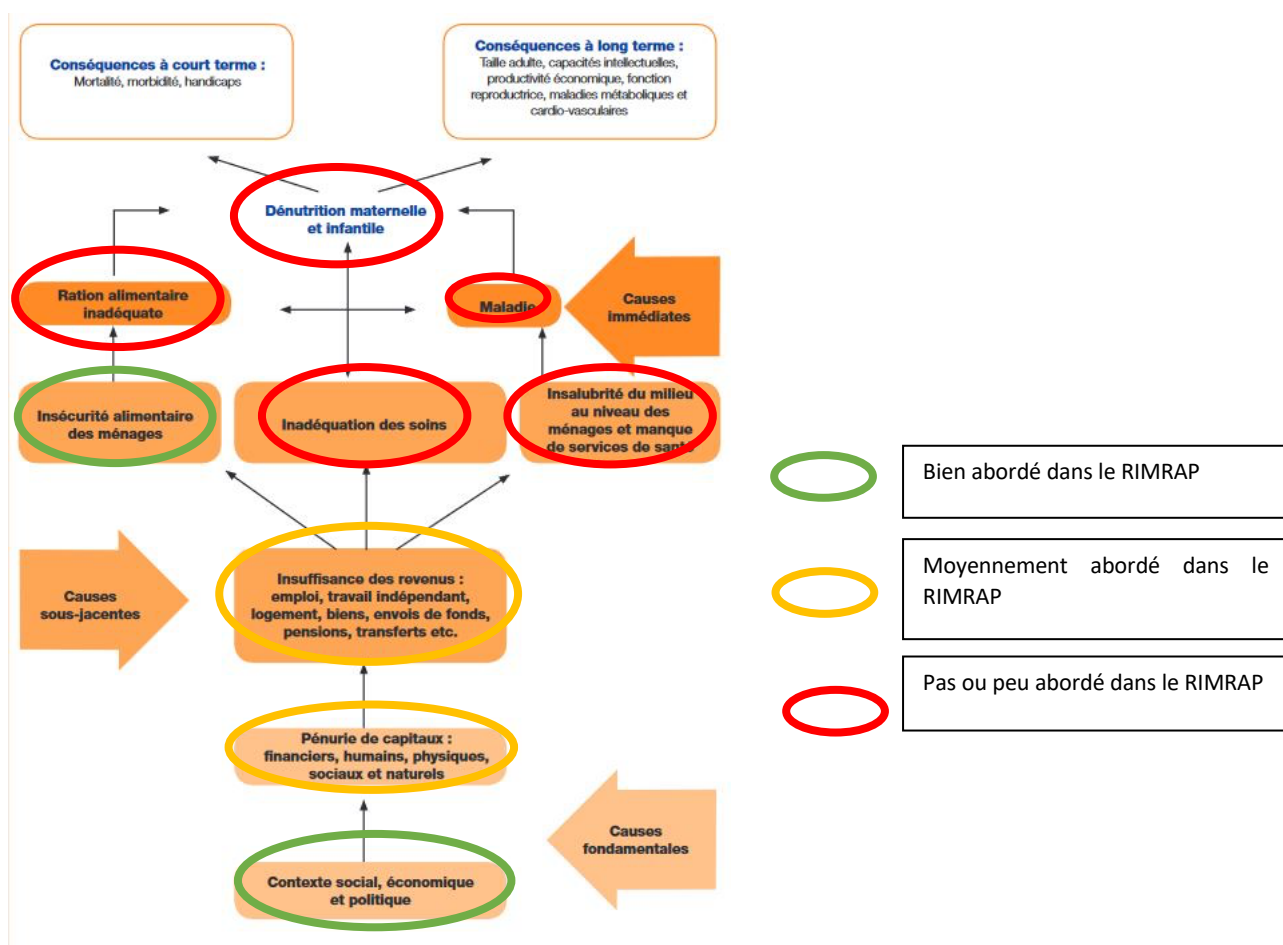
Le RIMRAP est un programme ambitieux qui allie des actions de gouvernance et renforcement de capacités institutionnelles au niveau central et au niveau de quatre régions ciblées pour leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que des actions locales de renforcement des activités agropastorales menées au sein de communautés.

Le RIMRAP a été conçu pour aborder la nutrition et la sécurité alimentaire sous l'angle du développement rural et des institutions. Le programme s'attaque aux causes fondamentales pertinentes pour améliorer la sécurité alimentaire et les acteurs impliqués sont des parties prenantes importantes pour améliorer la sécurité alimentaire dans le pays.

Cependant, la conception du RIMRAP n'est pas basée sur une analyse causale de l'insécurité nutritionnelle, les principaux déterminants de la malnutrition et les stratégies pour améliorer la nutrition n'ont pas été clairement identifiés et ciblés dans l'action.

Si l'on se réfère au modèle causal de la malnutrition, le RIMRAP s'attaque aux problèmes d'insécurité alimentaire du ménage mais pas avec l'objectif explicite d'obtenir une ration alimentaire adéquate et il s'attaque partiellement aux causes sous-jacentes dans ses composantes liées à la productivité agropastorale, la réduction des risques et catastrophes. Il s'attaque aussi à des causes structurelles (ou fondamentales), telle que via le renforcement des institutions et la gouvernance (national et local) ou les questions de gestion des ressources naturelles mais pas via une optique nutritionnelle. La thématique n'était pas vraiment abordée dans le dialogue politique ou technique avec les autorités.

Figure 2 – Actions du RIMRAP d'après le modèle causal de la malnutrition (d'après le schéma du document de référence de l'UE n°13 sur la lutte contre la sous-nutrition dans l'assistance extérieure, 2011)



Les questions liées aux facteurs sanitaires (état de santé des populations, accès aux services de santé de base, hygiène et d'assainissement) sont rarement ou très peu traitées. Quelques actions concernent toutefois l'accès à l'eau potable. Les questions liées aux pratiques culturelles liées à l'alimentation et les pratiques de soin aux enfants, notamment leur alimentation, sont rarement traitées (mentionnées que sur un seul projet). La question de l'insuffisance de revenus est abordée quasi exclusivement sur l'angle des productions agro-pastorales, de leur transformation et de leur commercialisation. La question des inégalités et la situation des groupes les plus vulnérables (ayant souvent peu de capacités à s'engager dans les activités agro-pastorales) sont peu abordées.

Notons que compte tenu des causes multisectorielles de la malnutrition, il n'est pas réaliste pour un acteur au niveau national ou local de prétendre pouvoir s'attaquer à toutes les causes. **Les actions de lutte contre la malnutrition doivent viser à mettre en relation, en synergie, des acteurs divers dans différents secteurs afin de s'attaquer efficacement aux principaux déterminants (multi-sectoriels) du problème.** D'ailleurs, il y a dans les zones d'intervention du RIMRAP, d'autres acteurs qui travaillent sur la nutrition, mais les actions du RIMRAP sont rarement ou insuffisamment reliées à leurs actions. **Les actions d'appui à la gouvernance, que ce soit au niveau national comme au niveau local n'ont pas cherché à remplir ce rôle d'appui à la coordination multisectorielle dans le but d'améliorer l'impact nutritionnel auprès des populations.**

Bien que le RIMRAP ait été conçu avant le plan stratégique multisectoriel de nutrition, il aurait pu prendre en compte les questions structurelles pour améliorer la nutrition en se basant sur l'analyse du statut nutritionnel en Mauritanie. Avec seulement quelques mois entre le RIMRAP et le plan stratégique multisectoriel de nutrition, c'est une opportunité manquée. L'analyse institutionnelle de ce qui est nécessaire pour permettre une action nutritionnelle dans le pays était probablement déjà disponible lorsque le programme RIMRAP a été initié et conceptualisé. Au final, le RIMRAP est avant tout un mécanisme d'appui sectoriel et n'est pas propice aux actions multisectorielles nécessaires à la mise en œuvre d'une politique nutritionnelle, sauf peut-être de la déclinaison de ces actions au niveau communal. Ces dernières pour être effectives nécessitent toutefois un leadership et des actions au niveau national pour guider le processus.

Approche opérationnelle

Le programme RIMRAP (phase 1) a été mis en œuvre par 24 partenaires opérationnels, dont un consortium mené par l'IRAM relatif à l'assistance technique, 2 projets avec les agences de coopération allemande (GIZ) et espagnole (AECID) et 4 consortia d'ONG respectivement menés par le GRDR dans le Guidimakha, World Vision International dans l'Assaba, Acord dans le Hodh Et Garbi et Terra Solidali dans le Hod El Charghi.

Figure 3 – Résumé des principaux acteurs de mise en œuvre du RIMRAP, de leur objectif et degré d'intégration de la nutrition

National (basé à Nouakchott)			
Harmonisation Coordination Qualité	Appui à la formation technique et à la recherche agricole et pastorale	Renforcement des capacités Mise en place de système de S&E Mise en place de système de gestion informatique	
IRAM	GIZ	AECID	
Nutrition : Non	Nutrition : Non	Nutrition : Non	
4 régions cibles			
<u>Guidimakha</u>	<u>Assaba</u>	<u>Hodh El Gharbi</u>	<u>Hod El Chargui</u>
Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition Gestion durable des ressources Gouvernance locale			
Consortium GRDR	Consortium WVI	Consortium <u>Acord</u>	Consortium Ts Italie
Nutrition : Oui Analyses évolution pratiques alimentaires, Concours culinaires...	Nutrition : Oui Pratiques alimentaires /diversification des productions Liens avec actions curatives sur la zone.	Nutrition : N/A	Nutrition : Oui Module de formation régimes alimentaires, autonomisation des femmes / <u>diver.</u> des productions

Concernant les actions menées au niveau central, la nutrition est quasiment absente. Concernant les actions au niveau des régions, on constate une plus grande sensibilité nutritionnelle mais qui est inégale entre les partenaires. Quelques actions relatives à la nutrition, surtout relatives aux pratiques nutritionnelles et à la diversification et l'optimisation des productions agropastorales sont mises en place. Au moment du RIMRAP, seul World Vision a visé à articuler ses actions avec les actions curatives menées sur la zone et cherché à avoir une vision holistique du problème de la nutrition. Le GRDR a une bonne analyse de l'évolution des pratiques alimentaires et des enjeux de santé publique liés à la sur- ou à la sous-alimentation. Des actions sont en cours de développement pour développer des farines enrichies en utilisation des productions locales ainsi qu'un partenariat avec la Croix Rouge Française pour s'assurer de la prise en charge des problèmes de malnutrition aiguë sur les zones d'intervention, mais elles sont ultérieures au RIMRAP. Dans le consortium de Terre Solidaire, l'ONG locale Mauritanie 2000 a proposé des modules de formation sur les régimes alimentaires auprès des communautés.

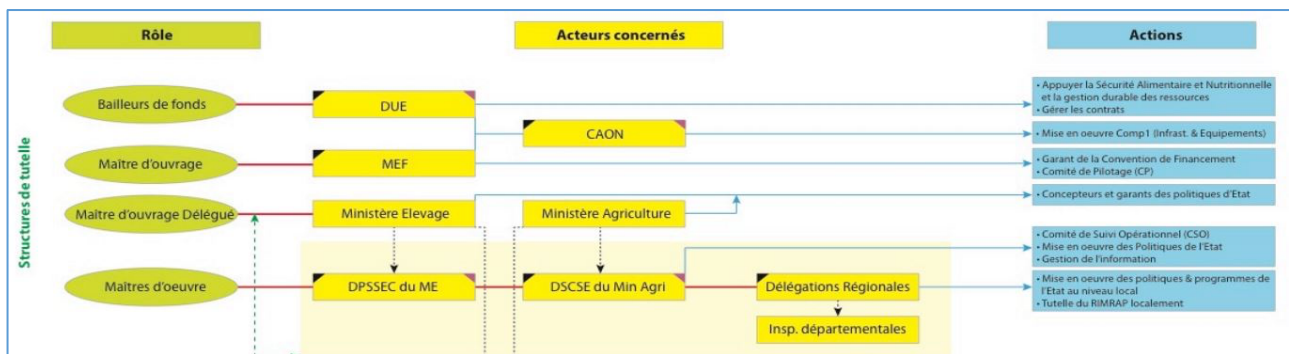
Ces actions, bien d'intéressantes, demeurent toutefois limitées par rapport au potentiel que représentait le RIMRAP pour améliorer la sécurité nutritionnelle en Mauritanie.

Notons enfin que le montage opérationnel est jugé complexe par plusieurs des partenaires de mise en œuvre qui recommande compte tenu des défis institutionnels et des capacités limitées dans le pays de faire des « montages plus simples et robustes ». **La durée du programme (5 ans dont 2 ans pour le démarrage) est jugée beaucoup trop courte pour atteindre les résultats attendus.**

Ancrage institutionnel

Le RIMRAP a été placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) qui assure la maîtrise d'ouvrage ainsi que des Ministères de l'Elevage et de l'Agriculture qui assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée. Ces deux ministères ne disposaient pas de ressources qualifiées en nutrition lors de la mise en œuvre du RIMRAP.

Figure 4 – Structures de tutelle du RIRAP, d'après le Dispositif Global d'Intervention



Bien qu'un Plan Stratégique Multisectoriel pour la Nutrition (PSMN) ait été développé pour la période 2016-2025, celui-ci n'a pas été officiellement adopté. Il le sera probablement qu'après le Forum sur l'alimentation prévu en mai 2022. Celui-ci ne fait donc pas autorité (malgré la définition d'un cadre commun de résultats). Les différents secteurs sensibles à la nutrition ne sont donc pas clairs sur ce à quoi ils sont redevables pour contribuer à la nutrition. Par ailleurs, malgré la création en 2010 d'un Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN), ayant pour mission d'adopter la politique et les orientations stratégiques du gouvernement en matière de nutrition, celui-ci n'était pas réellement fonctionnel dans la période d'intervention du RIMRAP. Il existe également une Plateforme Nationale Multisectorielle de la Nutrition (PNMN) qui a été revitalisée depuis un an et demie. Des plateformes régionales comment également à se mettre en place mais ne sont pas encore fonctionnelles.

Un décret mettant à jour l'organisation et le fonctionnement du Conseil National de Développement de la Nutrition vient d'être signé le 18 mars 2022. Il vise notamment à **une plus grande mobilisation nationale pour la nutrition, une plus grande mobilisation multisectorielle et le suivi-évaluation des actions.**

Ce décret propose notamment le développement de points focaux (niveau directeurs) au niveau des différents ministères contributifs. Au moment de la revue, un point focal a été désigné aux ministères de l'Agriculture et celui de la Pêche. Le Ministère de l'Elevage n'aurait pas encore nommé son point focal nutrition. A noter également que d'ici 2022, de jeunes nutritionnistes sortant des promotions de masters et doctorats de l'Université de Nouakchott devraient être recrutés dans les ministères pour renforcer les capacités.

Sélection des zones et des populations cibles

Un moyen important par lequel le RIMRAP aurait pu contribuer à améliorer la nutrition en Mauritanie est de sélectionner les zones cibles et les bénéficiaires (en particulier les femmes et les jeunes enfants) sur la base de leur vulnérabilité nutritionnelle.

Les quatre régions ciblées dans le RIMRAP : le Guidimakha, l'Assaba, le Hod-El-Chargi et le Hod-El-Gharbi sont des régions faisant face, de manière structurelle à une forte insécurité alimentaire et nutritionnelle. Elles comptent parmi les prévalences les plus élevées en matière de malnutrition aiguë et sont parmi les régions les plus affectées par les crises alimentaires et nutritionnelles.

Graphique 01 : Malnutrition Aigue Globale SMART AOUT 2021

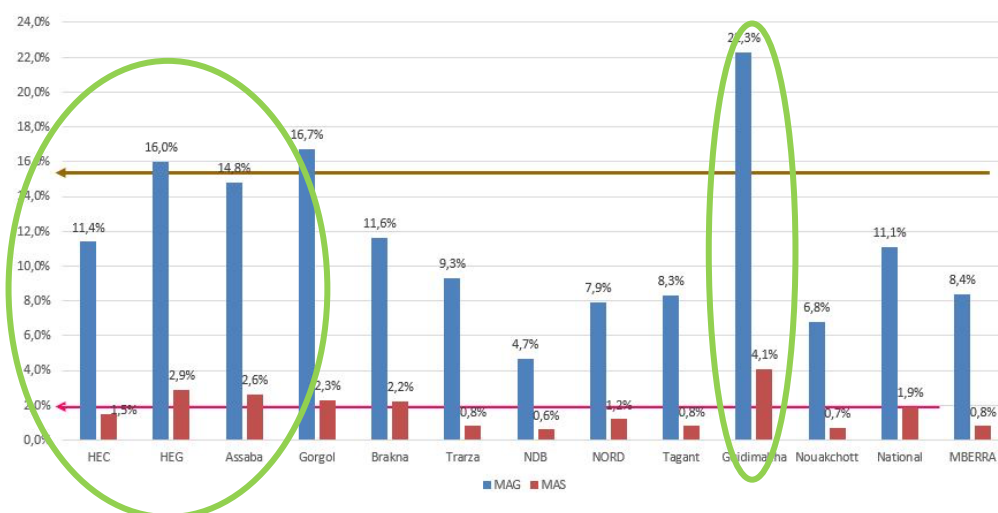


Figure 5 – Malnutrition aiguë globale au niveau national et dans les différentes régions de Mauritanie (SMART 2021)

Juin-Août 2022 / Situation projetée

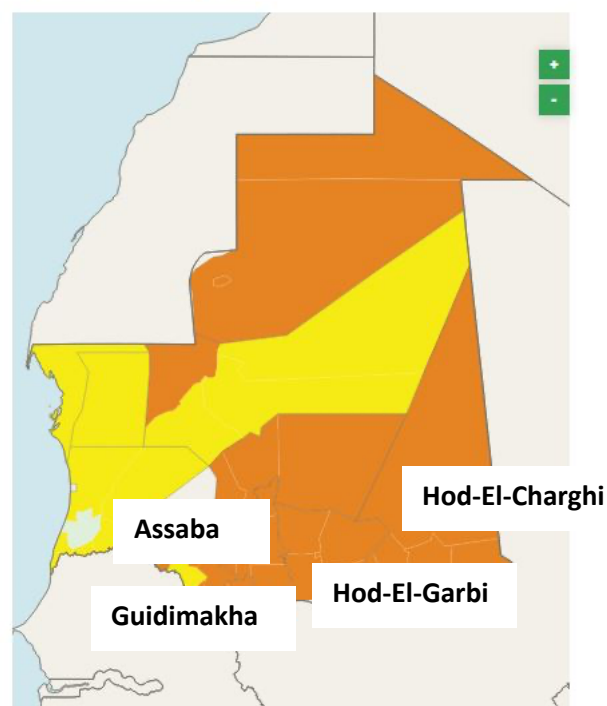


Figure 6 – Situation alimentaire et nutritionnelle d’après le cadre harmonisé – situation projetée pour la période juin à août 2022

Au sein de chaque région, le ciblage a été réalisé à la suite de l’élaboration d’atlas et de diagnostics présentant un état des lieux d’éléments objectifs, facteurs de résilience. L’identification des communes et des sites d’intervention sont le résultat de discussion entre les membres des consortiums assurant la mise en œuvre des actions, les autorités au niveau régional et départemental et les services déconcentrés. Les Comités Régionaux de Développement (CRD), coordonnant les actions des différents PTF, au niveau des régions fonctionnent bien dans l’ensemble et assurent une plateforme de coordination notamment pour le ciblage géographique.

Plusieurs facteurs orientent le ciblage géographique :

- Les **potentialités locales pour optimiser la production agropastorale ou son organisation**, les ressources naturelles existantes : A titre d’exemple, une approche hydro-géographique permet d’identifier les sites candidats pour la réhabilitation ou le développement de diguettes, digues et barrages. Le choix au niveau local doit ensuite être négocié avec les autorités légales et légitimes (familles fondatrices ayant la maîtrise foncière). Une vigilance particulière est nécessaire pour ne pas

exacerber les tensions autour des aménagements et ne pas exacerber les inégalités socio-économiques très fortes et liées à des facteurs culturels très ancrés.

- La présence historique des partenaires opérationnels et la **qualité des liens tissés** avec les communautés. Le fonctionnement des communes ou encore des Associations Locales et Communautaire de Gestions des ressources est très variables d'une zone à l'autre. **Les plus motivées et ayant de fort leadership** sont celles où les opérations ont le plus de chance de succès. Elles sont donc prioritaires.
- Le ciblage sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle semble un paramètre secondaire sauf dans le cas des actions d'urgence. Les consortia se basent alors généralement sur les résultats du Cadre Harmonisé pour cibler les zones.

Au sein des localités ciblées, **les critères de choix des ménages et individus bénéficiaires des actions sont variables**. Il n'est pas non plus spécifiquement guidé sur des critères de vulnérabilité socio-économiques. Les partenaires passent généralement à travers des structures existantes : coopératives villageoises, structures d'autonomisation des femmes, etc. Si les actions visent à impliquer des femmes, le niveau de cette implication reste flou et n'est pas renseigné de manière précise. Il n'est pas non plus guidé avec l'objectif spécifique d'améliorer la situation nutritionnelle.

Il est à noter qu'il y a d'un côté des ménages/personnes ciblés pour des actions de développement et de l'autre des ménages/personnes ciblés pour des actions d'urgence. Le programme ne cherche pas à articuler ses deux composantes, notamment à travers des actions de type filets sociaux productif ou mécanismes de graduation (combinaison progressive d'actions sociales et productives pour sortir graduellement les ménages de la pauvreté. Par ailleurs, un Registre Social Unifié a été développé au niveau national (mis en œuvre avec l'appui de la Banque Mondiale), il est de manière générale peu connu des partenaires. Seul un partenaire a mentionné l'avoir utilisé pour cibler les actions d'urgence.

Système de suivi et évaluation du programme

Dans un souci d'harmonisation du suivi-évaluation des activités du RIMRAP un **cadre logique commun a été élaboré** par l'assistance technique. Cette matrice d'indicateurs commune identique à toutes les 4 régions était composée de 6 indicateurs d'effet et de 17 indicateurs de résultats qui devaient être obligatoirement prise en considération au sein du cadre logique de chaque Consortium.

Le suivi de l'évolution de la situation nutritionnelle, n'est mentionné qu'au niveau de l'objectif général. Il s'agit du suivi de la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG), au niveau national et au niveau des régions ciblées. Ces données sont collectées dans le cadre des enquêtes nutritionnelles SMART conduites de manière annuelle en Mauritanie. Il n'y avait pas de cibles établies à l'horizon 2020 pour cet indicateur car la SCAPP n'en avait pas défini. On constate toutefois, une amélioration des prévalences de la MAG au niveau national comme au niveau des quatre régions ciblées, entre 2015 et 2019. Ces diminutions sont toutefois très faibles. Dans les régions de l'Assaba, du Guidimakha et du Hod El Charghi, ces prévalences demeurent au-dessus du seuil d'urgence de 15% défini par l'OMS. Dans la région de l'Hod El Gharbi, la prévalence de la MAG a peu évolué et reste au-dessus du seuil d'alerte de 10% défini par l'OMS.

Dans la dernière enquête SMART disponible (2021), la tendance à la baisse se confirme dans le Hod El Charghi où la prévalence de la malnutrition aiguë globale (11,4%) descend en-dessous des seuils d'urgence. C'est également le cas dans la région de l'Assaba. Ils sont toutefois en hausse et au-dessus des seuils d'urgence dans les régions du Guidimakha et du Hod El Gharbi.

Évolution de la prévalence de la malnutrition aiguë modérée entre le démarrage et la fin du programme

	Baseline (2015)	Accompli (2019)	SMART 2021
National	14%	11,20%	11,1%
Assaba	20,50%	20%	14,8%
Guidimakha	22,40%	18,8%	22,3%
Hod El Charghi	17,10%	15,8%	11,4%
Hod El Gharbi	13,5%	13%	16%

Il n'existe pas d'autres indicateurs de suivi de la nutrition dans ce programme. Il aurait été intéressant d'assurer également :

- Au niveau de l'objectif général : un suivi de l'évolution de la prévalence du retard de croissance
- Au niveau des résultats :
 - Pour les actions d'appui institutionnel : d'ajouter des indicateurs reflétant le degré d'intégration de la problématique nutritionnelle dans les plans locaux de développement et de contingence soutenus.
 - Pour les actions opérationnelles auprès des populations : d'ajouter des indicateurs ciblés au niveau individuel des groupes vulnérables (femmes en âges de procréer et jeunes enfants). Le suivi de la diversité alimentaires (indicateur MDD-W et DAM 6-23 mois) sur les actions de soutien à l'élevage et à l'agriculture) aurait été particulièrement pertinent.

Le suivi de la sécurité alimentaire est mieux reflété que la nutrition dans le cadre logique commun, grâce au suivi de trois indicateurs qui n'étaient suivi que par les partenaires ayant des actions auprès des communautés :

- Le taux d'insécurité alimentaire (suivi dans le cadre des enquêtes FSMS nationales et du Cadre Harmonisé)
- Le Score de Consommation Alimentaire
- Le Coping Strategy Index

Ces deux derniers indicateurs ont été choisis de manière consensuelle par les partenaires opérationnels. Ils sont communément utilisés en Mauritanie. Malgré un exercice d'harmonisation des méthodes de collecte de ces indicateurs et de renforcement de capacité mis en œuvre avec l'assistance technique, le suivi harmonisé des indicateurs a été compliqué. Certains partenaires n'ont en effet pas cette culture de collecter des indicateurs au niveau des ménages.

Évolution des taux d'insécurité alimentaire entre le démarrage et la fin du programme

	Baseline (Janv. 2015)	Accompli (Sept. 2019)
National	18,2%	13,3%
Assaba	27,3%	9,5%
Guidimakha	33,1%	5,5%
Hod El Charghi	27,10%	18,6%
Hod El Gharbi	21,1%	8,5%

Les taux d'insécurité alimentaire baissent fortement entre janvier 2015 et septembre 2019 dans les quatre régions de l'action. Toutefois, il faut noter que les enquêtes n'ont pas été menées à la même période (septembre : début des récoltes – janvier : pré-soudure) et que la Mauritanie connaît d'importantes variations saisonnières de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les données sur le SCA et le CSI ont été collectées par certains partenaires mais ces données n'ont pas été consolidées pour l'ensemble du programme. Il semble aussi que le nombre d'individus et ménages ayant bénéficié de l'action n'est pas renseigné.

Un travail de concertation a été mené avec les autorités mauritaniennes concernant le suivi-évaluation. Les Directions de la Stratégie, de la Coopération et du Suivi-Evaluation des Ministères de l'Élevage et de l'Agriculture (ou Ministère du Développement Rural sur une période) ont été impliquées dans le suivi du RIMRAP. En théorie, les autorités locales ont aussi été impliquées dans le suivi-évaluation mais cela a été peu effectif compte tenu du manque de ressources de ces dernières.

Évaluation à mi-parcours du RIMRAP

La revue à mi-parcours du RIMRAP de 2018-2019 a été l'occasion d'intégrer une orientation plus pluridisciplinaire de l'appui institutionnel. Les termes de référence de la revue à mi-parcours ont été rédigés dans ce sens et font clairement référence à la nécessité d'évaluer la pertinence du projet RIMRAP pour atteindre ses objectifs et sa contribution au programme de la SANAD. Rappelons que dans le Programme Indicatif National du 11ème FED, le soutien au secteur SANAD est la première priorité stratégique. Ce dernier comprend parmi les résultats attendus : « Les populations vulnérables ont accès à une nourriture saine, suffisante et diversifiée tout au long de l'année » (résultat 2.3.).

La revue à mi-parcours n'a cependant pas remis en cause la logique globale du RIMRAP et son orientation sectorielle en particulier. Ses recommandations portent essentiellement sur les aspects de mise en œuvre. Il est intéressant d'indiquer que la revue à mi-parcours ne fait pas référence au Plan stratégique multisectoriel de nutrition.

Le focus et l'expertise de l'équipe d'évaluation, tout comme celle de l'équipe d'assistance technique ainsi que celle de la majorité des partenaires opérationnels qui a accompagné ce projet, étaient plutôt orientés vers l'agriculture et la disponibilité alimentaire. La contribution supplémentaire dès la phase de design du programme, puis lors de la revue à mi-parcours d'un nutritionniste ou d'un expert en santé aurait enrichi la réflexion des équipes et permis d'avoir une vision plus large de la nutrition et de la sécurité alimentaire, mais aussi de considérer les aspects sanitaires, sociaux et comportementaux qui sont des déterminants clés de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

Bien que cela ne soit pas clair dans les documents, cela pourrait être dû à un manque plus large (i) d'expertise et de capacité en matière de nutrition de santé publique dans le pays, et (ii) de création de structures efficaces pour une programmation multisectorielle en matière de nutrition.

Systèmes de données et d'information

Le RIMRAP était encadré par le SANAD et utilisait le taux de malnutrition et d'insécurité alimentaire comme indicateur clé pour évaluer son objectif global. L'intégration d'indicateurs nutritionnels explicites dans la programmation est un engagement important pour les programmes sur la nutrition.

Le RIMRAP aurait dû aligner le soutien au système de données sur les efforts du Plan Stratégique multisectoriel de nutrition pour remédier à la collecte fragmentée des données. Les systèmes de données soutenus par le RIMRAP sont essentiels pour fournir des données à ce système (par exemple, en ce qui concerne l'Effet 1.1. La production alimentaire animale et végétale est suffisante et diversifiée pour prévenir les carences nutritionnelles).

Les systèmes de données soutenus par le RIMRAP doivent garantir que les données sur la production agricole alimentent le système de S&E de la nutrition tel que décrit dans le Plan Stratégique multisectoriel de nutrition. Le document de projet du RIMRAP et la revue à mi-parcours ne décrivent pas comment les systèmes de données du RIMRAP répondront aux besoins d'information du Plan stratégique multisectoriel de nutrition.

Notons que les systèmes d'information sont dans l'ensemble relativement dysfonctionnels en Mauritanie et difficile à renforcer. Les enquêtes SMART et les données collectées et analysées dans le cadre du Cadre Harmonisées sont toutefois des repères utiles dans la planification et le suivi-évaluation. Ces systèmes de données nécessitent d'être renforcés et pérennisés.

RIMRAP : leçons apprises, facteurs de succès et échecs pour améliorer la situation nutritionnelle

1. Connaissance du problème nutritionnel et mobilisation politique, technique et sociétale autour de cette problématique

Compréhension du problème nutritionnel et des stratégies de lutte contre la malnutrition

D'après les entretiens menés avec les partenaires du RIMRAP et les parties prenantes, la problématique nutritionnelle, les différentes formes de malnutrition, les causes sous-jacentes de la malnutrition, ses conséquences et les stratégies de lutte étaient dans l'ensemble peu connues par l'ensemble des acteurs du programme, à l'exception de quelques partenaires. Les questions SANAD ont essentiellement été abordées sous les aspects de la productivité agricole ou du secteur de l'élevage. Cette approche principalement technique et agronomique ne permet pas d'appréhender la complexité des facteurs sociaux, sociétaux et économiques qui entravent la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce manque de connaissances et de compréhension, enraye la capacité à mettre en place des actions pertinentes pouvant avoir un fort impact nutritionnel.

Diagnostics de la situation

Un aspect très positif du RIMRAP est d'avoir laissé le temps aux acteurs de mise en œuvre de faire des diagnostics de la situation dans chacune des zones opérationnelles, par terroirs ou par thématiques (ex : sur les conflits associés aux ressources naturelles, sur les filières). Des atlas faisant état de la situation dans différents secteurs ont aussi été réalisés. Certains sont d'une grande qualité, tel que celui développé sur le Guidimakha⁶. Il offre une image contemporaine très documentée de la géographie, des ressources et des modes de vie des populations. Ce dernier présente notamment l'évolution des pratiques alimentaires dans la région (encadré 1). Il y est décrit l'augmentation de la consommation de produits alimentaires non produits sur la zone tel que le riz ou le blé mais aussi l'augmentation de la consommation en produits carné. L'accent est également mis sur le fait que l'alimentation se soit considérablement enrichie en matière grasse, sucre et sel contribuant à l'augmentation des maladies liées à la suralimentation.

⁶ Histoire de résilience – agropastorale, Guidimakha, Mauritanie, GRDR, 2020
(https://www.grdr.org/IMG/pdf/histoires_de_ra_c_silience_agropastorale_-_guidimakha_-_mauritanie.pdf)

« On doit (...) relever des changements significatifs dans les pratiques alimentaires. Si celles-ci demeurent différenciées, la consommation de riz, de préférence importé, au déjeuner s'impose comme une norme régionale vers laquelle la plupart des Guidimakhankés tente de converger.

Dans les années 1950, les matières grasses provenaient principalement du lait frais ou transformé (lait caillé, huile de beurre), du karité ou des fruits de balanites. Désormais, l'huile (de soja) importée s'impose comme la source principale de lipides. Dans les années 2010, le riz importé (entier ou brisure) est consommé quasiment par tous pour le déjeuner. Il se substitue au sorgho et au maïs qui, avec le blé et ses dérivés, rentrent souvent dans la composition des plats du soir. La consommation de viande (chèvre, mouton, bœuf), rare dans les années 1950, est aujourd'hui courante (en petite quantité) lors du déjeuner. Les poissons consommés au Guidimakha, issus de la pêche continentale dans les années 1950, sont désormais largement importés de Nouadhibou et Nouakchott. Les cubes aromatiques (« Maggi », « Jumbo » etc.) et l'oignon accompagnent de nombreux plats du midi et du soir, y compris dans les plats dits traditionnels. Les produits de cueillette et de chasse jouent toujours un rôle important dans l'alimentation de certaines familles. L'incorporation de la poudre de feuilles de baobab, très riche en protéines, dans de nombreux plats en témoigne. Le thé sucré se boit tout au long de la journée. La consommation de boissons sucrées en cannettes (sodas, etc.), limitée aux épisodes festifs, a tendance à se développer au quotidien.

En soixante ans, l'alimentation s'est considérablement enrichie en matières grasses, sel et sucre. Cette évolution contribue à l'augmentation de la prévalence du diabète, de l'hypertension artérielle et de l'obésité et du nombre de personnes en surpoids. »

Extrait de 'Histoire de résilience agropastorale', Guidimakha, Mauritanie, GRDR

Ce même document présente également des informations précieuses pour comprendre les fondements des inégalités sociales qui sous-tendent en partie la persistance de la pauvreté extrême et de l'insécurité alimentaire et constituent un frein important au développement d'activités économiques inclusives sur les zones d'intervention.

Encadré 2 – Contexte d'inégalité sociales exacerbant la pression foncière

Les familles établies de longue date dans la région ont une maîtrise foncière élargie par rapport aux autres. Ce principe est aussi valable pour les transhumants : les familles ayant « ouvert » ces axes, à travers des travaux d'aménagement, même sommaires, ont davantage de droits que les autres. Ensuite, la naissance des individus (statut social du père, ordre de naissance, sexe) détermine largement leurs droits fonciers que l'on considère les localités se revendiquant « soninké », « peule » ou « maure ». Les hommes aînés d'ascendance noble et leur famille ont ainsi davantage de droits et des droits relativement sécurisés. Ils ont notamment souvent un accès privilégié aux terres de walo et à celles situées en bordure d'oueds où les aléas de production sont moins prononcés qu'ailleurs. Les femmes peuvent quant à elles accéder à la terre dès lors qu'elles se marient. En revanche, elles ne peuvent transmettre aucun droit sur le foncier, quel que soit leur statut social. Les hommes d'ascendance servile et les familles les plus récemment établies disposent de droits souvent précaires et n'ont accès aux « bonnes terres » que de façon marginale.

Extrait de 'Histoire de résilience agropastorale', Guidimakha, Mauritanie, GRDR

La documentation de ces exemples illustre également la **valeur ajoutée de travailler avec des partenaires depuis longtemps implantés sur les zones d'intervention**. C'est le cas par exemple du GRDR qui travaille depuis 50 ans dans les zones du Gorgol et du Guidimakha et crée un partenariat entre les populations locales et celles de la diaspora. Ce partenariat sur le long-terme doit toutefois être continuellement enrichi par des perspectives nouvelles, voire de nouveaux partenariats pour faire évoluer les approches qui malgré de longues années de mise en œuvre peinent à inverser les tendances de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

La bonne compréhension du contexte est en effet une étape essentielle pour mettre en place des actions pertinentes. Une partie des diagnostics nécessiteraient toutefois d'être complétés sur les aspects sanitaires, pratiques alimentaires des jeunes enfants, compréhension des inégalités, des filets sociaux et des alternatives économiques à la production agro-pastorales pour contribuer plus efficacement à la lutte contre la malnutrition.

Compte tenu que les diagnostics sont ensuite la base pour la planification au niveau local (Plan d'action locaux, plan de contingence), cette carence dans l'analyse se répercute ensuite sur toute la chaîne du programme.

Dialogue politique et technique SANAD au niveau central

D'après les entretiens menés dans le cadre de cette revue, malgré l'ambition de renforcement des structures étatiques portées par ce programme, l'engagement ministériel a été relativement faible. Il a également été contrarié par les changements institutionnels en cours d'action. En effet, le programme initialement porté par les Ministères de l'Agriculture et celui de l'Elevage a ensuite dû faire face au regroupement de ces deux ministères en un Ministère du Développement Rural qui s'est ensuite rescindé en deux ministères selon la structure initiale.

Notons que malgré des actions portées sur la sécurité alimentaire, la prévention des risques et le développement de plan de contingence, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) ne faisait pas partie des parties prenantes de ce programme.

Au-delà du programme RIMRAP, il semble y avoir de manière générale peu d'échanges, voire des rivalités entre les différents ministères. Au sein des ministères, le manque de ressources et notamment le manque de ressources humaines a été signalé comme un important facteur de blocage. Dans le design du programme RIMRAP, la contrepartie nationale devait fournir une quarantaine d'agents de l'Etat (comprenant leurs frais de fonctionnement). Cette contribution n'est toutefois jamais venue, ne permettant pas le niveau désiré d'implication des institutions mauritanienne dans la mise en œuvre et le suivi du RIMRAP.

Ce déficit de ressources humaines s'accompagne d'un manque de capacité (de formation technique) et une rotation importante du personnel. Par ailleurs, il n'existe pas de rapport hiérarchique entre les ministères de tutelle à Nouakchott et les services déconcentrés au niveau des régions, ce qui ne facilite pas la mise en place de stratégies cohérentes et la dissémination des connaissances techniques. Les services techniques déconcentrés sont en effet sous la tutelle du Wali (gouverneur) au niveau des régions (ou Wilayah) et au niveau du Hakem (préfet) au niveau des départements (Moughata).

Le contexte institutionnel semblait par conséquent peu favorable à la coordination multisectorielle, nécessaire à la mise en place de stratégies de lutte contre la malnutrition pendant le RIMRAP. Le récent décrets pour la redéfinition du CNDN apportent toutefois une énergie nouvelle, beaucoup plus porteuse.

Le dialogue politique et technique autour des questions nutritionnelles est essentiellement porté par les agences des Nations Unies (essentiellement UNICEF et PAM), quelques donateurs (dont l'UE à travers les actions de la DUE et de la DG ECHO, la BM et l'ACID et l'Allemagne) et des ONGs. Quelques acteurs ont également déploré qu'au début du RIMRAP, la DUE n'ait pas suffisamment stimulé le dialogue politique et soutenu le lancement du programme pour y donner la dimension politique attendue. Les questions nutritionnelles n'étaient pas non plus portées de manière claire par la DUE dans le dialogue politique. A la fin du programme, la DUE a soutenu plus intensément l'action et contribué à sa coordination. Cette dernière était en effet difficile à assurer par l'assistance technique car il n'existait pas de rapport hiérarchique entre l'assistance technique et les différents consortia en charge de la mise en œuvre.

L'appropriation au sein des acteurs nationaux de ces questions est difficile à évaluer mais l'on constate un intérêt croissant pour la thématique. La visite de Mme Gerda Verburg, Coordinatrice du mouvement SUN en mars 2020 avec le Président Mohamed Ould Ghazouani visait à soutenir le développement d'une feuille de route nationale visant l'amélioration de la situation nutritionnelle. La Mauritanie s'est engagée à dynamiser la coordination nationale pour la nutrition aux sommets de New York et de Tokyo en 2021.

Il y a également depuis quelques mois une plus grande préoccupation politique sur les questions alimentaires liées à la situation de crise alimentaire qui s'annonce en Mauritanie comme dans la région sahélienne. En effet d'après les projections du Cadre Harmonisé, 660 000 personnes soit 15% de la population du pays sont menacées par l'insécurité alimentaire sur la période de juin à août 2022. Dans les régions de mise en œuvre

du RIMRAP de 20 à 24% de la population est à risque. L'angle reste toutefois axé sur la notion de crises alimentaires et la nutrition est appréhendée sous l'angle et la responsabilité du secteur de la santé.

Gouvernance locale / planning / coordination multisectorielle

Dans les quatre régions concernées par l'action du RIMRAP, les partenaires opérationnels ont appuyé les processus de planification et de mise en œuvre dans le secteur SANAD au niveau des régions, des départements et des communes. Dans certains cas, ce travail s'est articulé au niveau de bassin versant en stimulant une dynamique inter-communale, adaptée à ces contextes de fortes mobilités des populations et interrelations entre les terroirs (complémentarité entre les zones d'élevage et de culture, entre les zones de grande et moindre production, etc.).

L'échelon clé pour la mise en œuvre des actions était le niveau communal. Le mode de gestion communal a été amorcé dans les années 50 en Mauritanie. Depuis la fin des années 80, elles sont dotées de larges attributions pour pourvoir aux besoins du développement local, qui vise à instaurer une administration de proximité au service du citoyen. Leur développement reste toutefois limité en raison d'un manque de ressources et varie beaucoup d'une commune à l'autre selon le leadership des maires et la cohésion sociale sur la localité. Les communes sont invitées à élaborer leurs Plan de Développement Communal (PDC) de deuxième génération. Les Plans de Développement Communaux développés dernièrement comprennent une approche sur la résilience face aux changements climatiques et ainsi intègrent la notion de risques face aux crises alimentaires et de réponses aux crises. La gestion des conflits notamment liés aux ressources est également une composante importante. Un programme du PNUD d'appui à la décentralisation a contribué à cet objectif. Toutefois, toutes les communes n'ont pas de PDC actualisé. Les partenaires du RIMRAP ont contribué à l'élaboration de nouveaux PDC ainsi que de Plan d'Action Prioritaire Résilience (PAP-R). Ils ont également contribué à stimuler le fonctionnement des Comités Communaux de Concertation en charge de la coordination des actions au niveau des communes.

Les communes sont un échelon particulièrement intéressant dans la lutte contre la malnutrition. **Les PDC comprennent la définition de priorités dans les domaines productifs mais également dans les services de base à la population : la santé, l'accès à l'eau et à l'assainissement, la promotion des femmes et l'éducation. En bref, ils contiennent des éléments sur tous les secteurs sensibles à la nutrition.** Pourtant, très peu d'entre eux semblent intégrés la problématique nutritionnelle et l'intégrer comme un objectif commun à ses actions.

Capacité technique en matière de nutrition

Le besoin en renforcement des compétences à tous les niveaux et le manque de structures d'appui-conseil notamment pour s'approprier les textes officiels ont été soulignés comme étant une importante lacune dans le rapport de capitalisation du programme RIMRAP de l'assistance technique. Il en va de mêmes sur les aspects nutritionnels. **L'absence d'une masse critique d'experts pouvant s'occuper de la nutrition en santé publique et dans les autres secteurs semble aussi être un goulot d'étranglement important pour promouvoir la nutrition en Mauritanie.** La mise en œuvre du Plan Stratégique multisectoriel de nutrition nécessitera une expertise considérable en nutrition, aux différents niveaux de mise en œuvre. Les différentes autorités impliquées devront développer des capacités en nutrition pour assurer une action multisectorielle.

Le renforcement des capacités en matière de développement rural pour améliorer la nutrition est un des objectifs clés du RIMRAP. Bien que l'accent soit essentiellement mis sur le niveau institutionnel, une contribution importante à la nutrition consiste à soutenir les capacités techniques en matière de nutrition et à les intégrer dans les composantes de développement rural et d'appui institutionnel en particulier au Ministère de l'Élevage, Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, et Ministère de l'Agriculture. La capacité en nutrition du ministère de l'agriculture et de l'élevage devrait soutenir la rationalisation de la nutrition dans les politiques sectorielles, coordonner avec les autres parties prenantes impliquées dans le

Plan Stratégique multisectoriel de nutrition, et s'assurer que les données collectées contribuent aux systèmes d'information sur la nutrition.

Afin de renforcer les capacités en nutrition des ministères relatifs au Développement Rural, il serait recommandé de :

- Intégrer dans les curricula de formation des instituts techniques et universités relatifs à la formation agronomique et pastorale, des modules sur les approches agricoles sensibles à la nutrition.
- Identifier dans les ministères de l'Agriculture et de l'Élevage, des agents formés aux approches sensibles à la nutrition, au-delà des points focaux identifiés pour représenter les ministères dans la plateforme
- De proposer des formations brèves (quelques jours) des agents des services déconcentrés en poste sur cette même thématique.

Il s'agirait de les sensibiliser à la thématique, d'en expliquer les enjeux, les causes et les moyens de lutte contre la malnutrition avec des exemples concrets dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage sensible à la nutrition. En effet, l'augmentation de la productivité agro-pastorale n'améliore pas systématiquement la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle peut même induire un effet négatif. Des mécanismes simples tout au long de la chaîne de la production à la consommation peuvent significativement changer l'impact au niveau des populations.

Le programme FORMANUT mis en œuvre au Tchad (financé par l'UE) ou encore les modules de formation développés par la GIZ en partenariat avec des instituts techniques de formation en Afrique de l'Ouest pourraient inspirer cette approche et en être un socle. Ce travail pourrait être mis en place dans le cadre d'une collaboration avec C4N (Capacity For Nutrition), initiative UE/BMZ et mise en œuvre par la GIZ, et dans une perspective « De la Fourche à la Fourchette » conformément à la politique de l'UE. L'AFD travaillerait d'ailleurs également en Mauritanie sur des formations « à la carte » pour des fonctionnaires mauritaniens (contenus et cibles à creuser). Il pourrait fortement **impliquer le secteur académique mauritanien et notamment les formateurs et étudiants en nutrition** (licence et master de nutrition et Sciences des aliments et doctorant) de la Faculté des Sciences et Technologie de l'Université de Nouakchott. En effet, la première promotion de doctorants en nutrition mauritaniens et la troisième promotion en master peuvent fournir un vivier de formateurs.

Les efforts de formation doivent aussi se diriger vers les partenaires opérationnels de l'UE dans le domaine du développement rural.

2. Focus sur les régimes alimentaires

L'alimentation mauritanienne est dans l'ensemble relativement diversifiée grâce à la consommation des produits de l'élevage (lait, viande), du poisson, des fruits et légumes, etc. Elle est également en pleine évolution et fait face à une double problématique, qui est particulièrement exacerbée en Mauritanie : d'un côté des problèmes de surconsommation de sucre, graisse et sel engendrant des problèmes de surpoids, d'obésité et de maladies non transmissibles, de l'autre des problèmes de sous-alimentation sévères pour une partie de la population menant de nombreuses zones rurales à une forte prévalence de la malnutrition aiguë et du retard de croissance sur les jeunes enfants. Ces deux situations combinées aux carences en micronutriments constituent une triple charge de la malnutrition qui a un grand coût humain, social et économique et freine le développement du pays. Il y a une prise de conscience croissante de l'importance d'avoir une alimentation équilibrée, notamment au sein des classes dirigeantes qui constatent « qu'ils mangent en abondance mais ne sont pas en bonne santé ». Par ailleurs, malgré des traditions de mode de vie ne valorisant pas l'effort physique, de plus en plus d'urbains pratiquent le sport.

Le RIMRAP s'attaque dans une certaine mesure aux régimes alimentaires pauvres et non diversifiés. Le RIMRAP contient diverses activités (par exemple A1.4 Développement des capacités de recherche agricole

et pastorale, A2.1 Renforcement des capacités des Délégations régionales de l'agriculture et de l'élevage) qui pourraient contribuer directement à améliorer l'alimentation dans le pays. Dans les consortia travaillant au niveau des communautés, **quelques initiatives sont allées dans le sens de contribuer à une meilleure diversification de l'alimentation**, notamment au sein du GRDR, de World Vision et de Mauritanie 2000.

Ces démarches visent à valoriser des productions locales diversifiées pour une consommation locale ce qui est positif pour améliorer la nutrition. De nombreux efforts agricoles se concentrent toutefois soit sur une poignée de cultures de base qui fournissent principalement de l'énergie et des hydrates de carbone dans le régime alimentaire, soit sur des cultures de rente qui sont vendues pour générer des revenus. Le soutien à l'horticulture, aux légumineuses, au petit élevage et à la pêche peut faire une différence significative pour les régimes alimentaires sains et les populations vulnérables sur le plan nutritionnel. Ces cultures riches en nutriments et sous-utilisées sont des sources d'alimentation et de revenus dans divers contextes et populations.

L'appui au maraîchage et aux produits de l'élevage (notamment à travers le soutien à des mini-laiteries) **ont un bon potentiel pour améliorer la nutrition mais on ne sait pas dans quelle mesure ils y ont contribué car il n'y a pas de suivi d'indicateurs nutritionnels** sur les populations ciblées. La majorité des actions menées se font au niveau de la production et de la transformation, mais le volet de promotion de la consommation est très peu développé. Des campagnes plus ambitieuses de promotion du lait local et de la consommation de légumes seraient nécessaires pour améliorer la consommation de produits adaptés.

Il est à noter que le lait contribue très significativement à l'amélioration d'un régime équilibré dans le contexte sahélien. Une étude sur le coût de l'alimentation équilibrée au Niger a montré que « ceux qui ont accès au lait gratuit de leur bétail, comme les ménages les plus aisés peuvent avoir une alimentation équilibrée pour la moitié de ce que cela coûte à ceux qui n'ont pas d'animaux »⁷. L'approche des mini-laiteries est attrayante mais semble être plus adaptée aux contextes péri-urbains que dans les zones rurales isolées où la dotation en animaux des plus vulnérables pour l'autoconsommation de lait paraît plus adaptée. Il faut toutefois veiller en temps de crise que l'alimentation des animaux ne se fasse pas au détriment de celle des enfants.

La contribution de légumes est importante pour diminuer certaines carences (notamment les vitamines A et C), mais elle a des effets limités pour plusieurs carences communément retrouvées dans la région (fer, calcium, vitamine B12 et dans une certaine mesure l'acide folique).

L'amélioration des apports en micronutriments par l'agriculture doit passer par une bonne compréhension des besoins au niveau des populations les plus vulnérables, des gaps à combler ainsi que par une bonne connaissance des propriétés nutritionnelles des productions soutenues.

Le programme RIMRAP a appuyé également les cultures de décrus pratiquées en Mauritanie dans les barrages et digues. Toutes comme les cultures irriguées, ces cultures peuvent présenter un atout mais également un risque. **La mise en place d'activités agropastorales sensibles à la nutrition nécessite à la fois l'anticipation des effets positifs sur la nutrition des groupes vulnérables tout comme l'anticipation des potentiels effets négatifs** (et il y en a toujours). Les effets négatifs pourront ensuite être diminués ou neutralisés par la mise en place d'approches programmatiques adéquates (ex : créer un lien avec les STD agricoles et de santé pour appui conjoint autour des aménagements hydro-agricoles pouvant augmenter le risque de paludisme et de maladies liées à l'eau). La prévalence de diarrhée chez les jeunes enfants est particulièrement élevée dans le Guidimakha par exemple (67%⁸) peut être un important facteur contributif de la malnutrition. **La démarche d'anticipation des effets positifs ou négatifs des actions d'appui à l'agropastoralisme passe par une bonne connaissance du modèle causal de la malnutrition**, ce qui n'est pas le cas pour la grande majorité des acteurs du RIMRAP.

⁷ Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger, Save the Children, 2008.

⁸ Enquête nutritionnelle SMART 2021

Enfin, l'ensemble de ces activités productives doivent porter une attention particulière à l'augmentation des activités des femmes en veillant à ce que ces nouvelles activités ne viennent pas compromettre les soins aux jeunes enfants. Elles doivent aussi viser à une amélioration de leur revenu et de leur autonomie dans l'utilisation des ressources du ménage.

En bref, la manière dont les efforts d'appui aux systèmes productifs intègrent une perspective alimentaire n'est pas claire. Le volet de la consommation est peu abordé. Il serait nécessaire de soutenir le système alimentaire dans son ensemble dans une démarche allant de la "fourche à la fourchette" abordant notamment les pratiques culinaires et l'alimentation des enfants, la production, le commerce, la transformation et la conservation des aliments, l'accès au marché...

3. Résilience face à l'insécurité nutritionnelle / Prévention et gestion des chocs

Avec sa géographie aride et semi-aride, la Mauritanie est durement touchée par les changements climatiques. Les épisodes de sécheresses et d'inondations y sont de plus en plus violents et fréquents. D'autres chocs sont à considérer, notamment les chocs économiques et les épidémies. La tendance sur les dernières décennies montre une production agricole par habitant en baisse⁹ et le pays dépend fortement des importations alimentaires, donc des fluctuations du marché mondial. Les crises répétées accentuent la vulnérabilité des ménages qui souffrent de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. On constate également d'importantes variations saisonnières et interannuelles de la malnutrition aiguë qui reflètent, dans une certaine mesure, l'instabilité alimentaire et nutritionnelle qui touchent les ménages les plus pauvres.

La prévention et la réponse aux chocs pouvant affecter la sécurité alimentaire des communautés a été bien intégrée au programme RIMRAP. Les partenaires du RIMRAP ont soutenu notamment le développement de plans de contingence au niveau régional et local, l'appui aux systèmes d'alerte précoce, la mise à disposition des fonds d'urgence (stocks d'aliments bétail/humain, banques de céréales, distribution de semences, etc.)

Dans ces approches on constate :

- Les initiatives de banques alimentaires proposent une offre relativement variée de produits. Elles ne comprennent toutefois pas de produits de supplémentation nutritionnelle pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes enfants, catégorie de la population la plus vulnérable en temps de crise alimentaire. Il serait intéressant de savoir si ces besoins sont couverts par d'autres actions sur la zone ou s'il serait nécessaire de l'intégrer dans ce type d'action.
- Il existe en Mauritanie un maillage important de structures de prises en charge de la malnutrition aiguë. Le référencement des enfants malnutris vers ces structures de soin peut être un défi et nécessite d'être efficace en temps de crise. Les actions mises en cadre du RIMRAP auraient pu faciliter la communication auprès des communautés pour les référencement des enfants affectés.
- Les méthodes de ciblage des ménages pour les actions d'urgence ne sont pas toujours très claires et ne sont pas harmonisées entre les différents consortia. Certains partenaires travaillent sur la base des registres sociaux unifiés (l'IRAM par exemple), d'autres n'en ont pas connaissance. Notons que la Mauritanie développe avec l'appui de la Banque Mondiale depuis plusieurs années des programmes de filets sociaux institutionnalisés permettant d'apporter de manière prévisible un appui aux ménages les plus vulnérables. Dans plusieurs programmes de renforcement de la résilience financés par l'UE (par exemple au Mali et au Burkina Faso), les partenaires utilisent ces registres pour les actions de transferts de cash ou de vivres. Ils contribuent également à leur mise à jour et à leur développement.

⁹ La production agricole par habitant a chuté de 66 kg en 1980 à 56 kg en 2006. (Profil sécurité alimentaire Mauritanie 2008).

- Il y a d'une manière générale une déconnexion entre les actions d'urgence et celles de développement. D'un côté certains ménages sont bénéficiaires d'actions d'urgence et de l'autre des bénéficiaires des actions de développement. Cette déconnexion ne permet pas d'apporter de réponses structurantes aux ménages les plus vulnérables qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique et tombent à répétition dans des situations de crises.

4. Autres actions du RIMRAP pouvant contribuer à améliorer la nutrition

Sans rentrer dans les détails, il est à noter que des actions qui ne sont pas directement liées à la production agricole ou à l'élevage ont été menées au niveau local dans le cadre du programme RIMRAP. Certaines d'entre elles, telles que les actions d'amélioration de l'accès à l'eau potable et de production locale de savon peuvent jouer un rôle dans la lutte contre la malnutrition mais elles n'ont toutefois pas été articulées dans ce sens.

Seul un consortium à créer des liens avec les activités dans le secteur de la santé, notamment les actions de réhabilitation nutritionnelle existantes sur la zone.

5. Communication

Le programme RIMRAP a produit de nombreuses ressources (documents de diagnostic, plaquettes sur des sujets techniques, vidéos, etc.). Il a également mis en place une plateforme structurante pour le partage d'informations et de bonnes pratiques dans le secteur du développement rural à travers le site web www.rim-rural.org. Le fonctionnement de cette plateforme a été mis en place de manière à perdurer après le programme RIMRAP et à être ouvert à tous les acteurs du secteur. Il n'y a pour l'instant pas de ressources liées aux approches sensibles à la nutrition dans le domaine du développement rural, mais il est possible de l'envisager dans le futur.

Concernant les campagnes de communication autour de la nutrition menées en Mauritanie, elles n'ont quasiment pas de lien avec le RIMRAP. Seul un partenaire a mentionné les campagnes biannuelles menées auprès des populations par le secteur de la santé. Au niveau du secteur développement rural, un partenaire a mentionné une campagne, initiée en 2021 pour la consommation du poisson dans le cadre du Programme PROMOPECHE, financé par l'UE et la coopération allemande.

Principales conclusions

1. **Le programme RIMRAP est peu sensible à la nutrition mais il présente quelques initiatives intéressantes sur les problématiques alimentaires en pleine évolution dans le pays.** La compréhension de ces problématiques par les acteurs de mise en œuvre du RIMRAP sont toutefois variables. Elles touchent davantage les pratiques alimentaires que la compréhension du problème nutritionnel (qui est plus vaste). Dans l'ensemble, ces connaissances sont assez faibles et orientées sur l'objectif d'amélioration de la production agropastorale.
2. **Les actions menées au niveau national (gouvernance, suivi-évaluation, renforcement des capacités, appui à la formation et à la recherche) sont passées à côté de la nutrition.** La plupart des actions de formation et de recherche ont été focalisées sur des questions agronomique et d'élevage très spécifiques. Elles n'ont pas contribué à former des acteurs pouvant potentiellement s'attaquer à la malnutrition.
3. **L'ancrage fort de certains acteurs au niveau local et les actions de gouvernance locale (notamment à travers les communes) peuvent être un socle pertinent pour le développement d'actions multisectorielles de prévention de la malnutrition.** Certains partenaires avancent d'ailleurs dans ce sens sur des actions post-RIMRAP. Ces initiatives ne peuvent toutefois être pertinentes que si elles sont guidées par des initiatives nationales fortes visant à favoriser la coordination multi-acteurs.

4. Au-delà du problème de formation, le secteur du développement rural ne bénéficie pas des ressources adéquates : le manque de ressources humaines dans les ministères et au niveau des STD, la forte rotation du personnel, la faible collaboration entre les différents services, la « déconnexion hiérarchique » entre les ministères et le STD posent d'énormes défis dans la collaboration avec les structures étatiques mauritaniennes. Ces questions doivent être abordées avec lucidité avant d'envisager des actions pour renforcer les capacités des acteurs du développement rural dans des approches sensibles à la nutrition.
5. **Le contexte institutionnel était dans l'ensemble peu favorable à la coordination multisectorielle, nécessaire à la mise en place de stratégies de lutte contre la malnutrition. Ce contexte est toutefois en pleine évolution et devient beaucoup plus favorable** (cf. décret de mars 2022 redéfinissant le CNDN)

La **préoccupation politique sur les questions de nutrition et d'alimentation semble en hausse en raison de la crise alimentaire actuelle et de préoccupations alimentaires et sanitaires grandissantes de la société mauritanienne** (essentiellement liés aux maladies relatives à la suralimentation). Les Nations Unies stimulent également le dialogue et l'engagement politique sur la nutrition.

6. **Les actions du RIMRAP** mises en œuvre auprès des populations (notamment les activités de maraîchage, appui à l'élevage, mini-laiteries, aménagement hydro-agricoles, réponses d'urgence) **présentaient un fort potentiel pour la nutrition qui a été sous-exploité par manque de connaissance des partenaires sur les stratégies de lutte contre la malnutrition.** L'amélioration de la nutrition n'était pas un objectif de leur action et n'était pas mesuré. Au-delà de la nutrition, il y a un **manque d'investissement pour mesurer l'impact au niveau des populations** (malgré l'effort de l'AT pour ajouter des indicateurs). Ces occasions manquées pourraient être facilement palliées par une formation d'une semaine auprès des partenaires de mise en œuvre.
7. Les approches de lutte contre la malnutrition ou de renforcement de la résilience nécessitent de s'attaquer en même temps à plusieurs causes directes ou facteurs sous-jacents et structurelles, et ce dans différents secteurs. Ceci nécessite des **créer des synergies entre plusieurs types d'acteurs et d'actions.** De manière générale, le RIMRAP n'a pas suffisamment cherché à créer ces synergies et à articuler les actions entre elles. C'est le cas par exemple des actions d'appui à l'urgence qui manquent de connexion avec les initiatives nationales sur le registre sociale unique, les mécanismes de filets sociaux institutionnalisés et les approches de graduation des plus pauvres (notamment via les filets sociaux productifs). Les exemples de programmes de renforcement de la résilience de l'UE menés dans d'autres pays du Sahel (par exemple au Burkina Faso où des approches multisectorielles à fort ancrage local ont démontré un impact) peuvent servir d'inspiration.
8. L'investissement fait dans l'état de lieux de la situation (atlas, diagnostics) et le travail fait autour de la communication sont des éléments très positifs sur lesquels, il sera possible de construire pour une plus grande prise en compte de la nutrition.
9. Au-delà des enquêtes nutritionnelles SMART qui sont menées de manière annuelle au niveau national, il y a peu d'information collectées, notamment au niveau des partenaires opérationnels et surtout dans le secteur du développement rural pour comprendre les effets et impact des actions sur la nutrition. Il est nécessaire de renforcer le suivi-évaluation dans ce domaine.

Recommandations

Recommandations pour les programmes futures de l'UE.

1. Sensibiliser, informer et former pour créer une masse critique d'acteurs capables de lutter contre la malnutrition en Mauritanie.

1.1. Sensibiliser et informer le grand public. Cette action déjà amorcée par la DUE paraît en effet essentielle pour progressivement évoluer vers des habitudes alimentaires plus saines et favoriser la consommation d'aliments produits localement.

1.2. Former des techniciens via le système éducatif (pour les jeunes) et via des formations rapides pour les personnels du développement rural déjà en poste en partenariat avec le réseau académique mauritaniens (master/doctorats en nutrition) :

- Formation des partenaires de mise en œuvre : via des formations courtes (ex : une semaine), basée sur une bonne compréhension des causes et des stratégies lutte. Une introduction à la nutrition (1 à 2 jours) et aux stratégies de lutte contre la malnutrition pourrait être couplée à la mission NRF prévue lors du Forum de l'Alimentation
- Formation des agents de l'Etat déjà en poste au niveau des ministères et des STD via des formations d'une semaine menée en partenariat avec les universités régionales (ex : Université d'Abomey Calavy au Bénin) et mauritanienne. (à creuser initiative AFD sur les formations 'à la carte' des fonctionnaires)
- Formation des étudiants dans les universités et instituts techniques de l'agriculture, de l'élevage, etc. en proposant des modules sur la nutrition adaptée à ces secteurs qui pourront être intégrés de manière pérenne dans les curricula de formation tel que cela a été fait pour les étudiants en médecine.

2. Renforcer les capacités des institutions du secteur du développement rural et la coordination pour pouvoir mettre en œuvre de manière efficace la Plan Multisectoriel de lutte contre la malnutrition :

2.1. Au niveau national, au sein des ministères de l'agriculture et de l'élevage :

- Entretenir un dialogue politique fort sur les questions nutritionnelles avec les points focaux identifiés pour chacun des ministères et s'assurer qu'ils ont une équipe solide, formée pour la mise en place et le suivi d'actions sensibles à la nutrition.
- Les indicateurs relatifs au secteur du développement rural dans le cadre commun de résultats du PNSN nécessiteraient d'être précisés afin qu'ils puissent être collectés de manière réaliste

2.2. Au niveau régional :

- Via les actions des partenaires de l'UE appuyer la mise en place des plateformes multisectorielles de coordination de la nutrition. Renforcer les synergies entre les acteurs du développement rural et les acteurs d'autres secteurs, notamment de la santé.
- Mettre en jour les diagnostics réalisés dans le cadre du RIMRAP pour mieux intégrer la problématique nutritionnelle et proposer une analyse causale adaptée aux différentes régions d'intervention.

2.3. Au niveau local :

- Favoriser l'intégration d'un objectif nutritionnel dans les Plans de Développement Communaux et d'actions permettant de renforcer la lutte contre la malnutrition via différents secteurs et non seulement via le secteur de la santé.

3. Faire vivre la plateforme des donateurs SUN

L'UE assure actuellement le rôle de facilitateur de la plateforme des donateurs SUN. Pour que ce rôle fonctionne soit efficace, il est **nécessaire que le dialogue politique soit porté à haut niveau au sein de la DUE**, au niveau du chef de coopération ou de l'Ambassadeur. A titre d'exemple, au Niger ou au Tchad, des **réunions des donateurs sur la nutrition**, alliant un rappel des enjeux et un appel à une meilleure coordination des actions pour appuyer les gouvernements dans leur objectif de réduction de la malnutrition, ont été organisées à l'initiative de l'Ambassadeur, Mme Ionete. Dans ces deux pays, un travail de **cartographie des donateurs sur la nutrition** a été réalisé afin de faire le bilan sur les principaux atouts et gaps à combler dans les stratégies de financement. Une initiative similaire pourrait être portée en Mauritanie. Une alliance plus forte pourrait être créée sur la nutrition avec les coopérations belges, espagnoles et allemande ainsi que la Banque Mondiale.

4. **Renforcer les connaissances sur les pratiques alimentaires et des carences en nutriments**, notamment par la réalisation d'une enquête alimentaire de grande envergure.
5. **S'assurer que la nutrition soit un objectif explicite et mesuré des actions du secteur du développement.** Il existe plusieurs guides qui peuvent appuyer cette approche. Le document C4N 'Nutrition quick tips series – Nutrition food systems – and nutrition sensitive value chains' peut servir de références <https://europa.eu/capacity4dev/file/123755/download?token=YbcgGcNU>, <https://europa.eu/capacity4dev/nutrition-for-development-n4d-/documents/nutrition-sensitive-value-chains>. Ces documents proposent des liens vers d'autres références.

Dans la construction des cadres logiques d'action du développement rural, il faut penser à inclure :

- un objectif nutritionnel explicite,
- **et** un/des résultat(s) précis sur la nutrition
- **et** un/des indicateurs nutritionnels au niveau individuel (ex: U5, FEFA, ado).

Concernant les indicateurs à utiliser, deux outils à considérer en priorité :

- Nutrition Result Chain indicators de l'UE : https://europa.eu/capacity4dev/system/files/documents/sector/booklet_nutrition-digital.pdf. Ce document est en cours de révision. Une nouvelle version sera prochainement disponible.
- Le Compendium de la FAO sur les indicateurs pour une agriculture sensible à la nutrition : <https://www.fao.org/publications/card/fr/c/644881b0-22f4-476c-8fdb-a79c75a9ecf4/>

6. Créer un lien fort entre prévention/gestion des crises et promotion économique afin de réduire structurellement l'insécurité alimentaire et nutritionnelle :

Pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et compte tenu de l'extrême précarité économique des ménages mauritaniens, il ne s'agit pas de diviser d'un côté des groupes nécessitant une aide d'urgence et de l'autre des groupes pouvant bénéficier d'activité de promotion économique mais bien **d'offrir, y compris aux plus vulnérables la possibilité de sortir d'une situation de crise alimentaire quasi permanente grâce la combinaison d'activités sociales (essentiellement des transferts monétaires) et d'activités de promotion économique**. Ces approches semblent particulièrement pertinentes en Mauritanie compte tenu des fortes inégalités sociales (et des traditions ancestrales de privilège quant à l'accès aux ressources). Elles demanderaient toutefois d'être basée sur une compréhension très fine du contexte afin de préserver la cohésion sociale.

La **prédictibilité de ces appuis**, lorsqu'ils sont mis en place dans le cadre de filets sociaux institutionnalisés et liées à des dynamiques locales de développement peuvent également être un **facteur de stabilité et de promotion des territoires**, assurant une **présence active des services de l'Etat y compris dans les zones les plus fragiles**.

6. Favoriser au niveau local la mise en place d'approche intégrées de prévention de la malnutrition (combinant protection sociale -santé/filets sociaux, promotion économique, actions spécifiques à la nutrition) :

Ces modèles d'appui intégrés ont fait leur preuve dans de nombreux pays (se référer au modèle de graduation de BRAC au Bangladesh) et pourraient inspirer des actions de renforcement de la résilience en Mauritanie. Des études récentes montrent qu'ils sont également très efficaces au Sahel :

- Dans le cadre du programme régional 'Sahel Adaptive Social Protection Programme' géré par la Banque Mondiale, 50 000 ménages ont bénéficiés au Niger, en Mauritanie, au Burkina Faso et au Sénégal, de **mesures d'accompagnement productives complémentaires aux filets sociaux**. Au Niger, **l'impact sur l'amélioration de l'alimentation, la capacité d'épargne et de crédit des ménages et d'investissement dans le capital productif a été démontré**¹⁰. Ces programmes démontrent aussi un **haut coût-efficacité** : les impacts sur la consommation étaient déjà plus grands que les coûts du programme 18 mois après les subventions. Des approches similaires sont également mises en place à travers les communes de convergence gérées par le PAM.
- Des approches similaires financées par l'UE **dans des zones fragiles** du Nord et l'Est du Burkina Faso **ont également fait leurs preuves tant sur l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle que sur les capacités productives**. L'effet combiné d'intervention combinant des transferts sociaux à des activités de promotion économique et des actions spécifiques à la nutrition auprès des ménages les plus pauvres a permis de réduire l'insécurité alimentaire sévère de 20% en deux ans et de prévenir significativement les retards de croissance des enfants de moins de 5 ans (-10% pour les formes modérées et -33% pour les formes sévères). Ils ont également pu investir dans leurs moyens de production (augmentation des terres de 35 ares en moyenne, soit 13% par rapport au groupe de contrôle, et augmentation de 12% de la valeur des équipements agricoles)¹¹.

¹⁰ Investissement dans les animaux, une augmentation de 50% du stock animal après 18 mois d'intervention (valeur = 62 000 FCFA). Source : Impact des transferts monétaires et des mesures d'inclusion productive dans le système de protection sociale adaptative au Niger, T. Bossuroy & P. Premand, Cellule Filets sociaux, Banque Mondiale.

¹¹ L'impact du programme multidimensionnel sur la résilience et l'insécurité alimentaire au Burkina Faso – Résultats après deux années d'intervention. A. Bouguen, A. Dillon, A. Diallo. IPA, 2021.

Annexes

Annexe 1 : Termes de Références

Position proposée	Description détaillée
Activités de la NRF	Assistance technique pour le suivi et l'évaluation des programmes nutritionnels financés par l'UE en Mauritanie.
Experts	Chef de mission, Expert en nutrition (Carl Lachat) : 10 Jours Expert en suivi & évaluation (à sélectionner): 20 Jours
Période d'affectation	Octobre 2021 - mars 2022
Lieu de la mission	Mauritanie et home-based
Objectifs de la mission	La mission impliquera une aide directe sur le terrain et un soutien à la délégation de l'UE et aux partenaires de mise en œuvre en matière de suivi et évaluation. Les deux experts s'engageront auprès des représentants de la délégation de l'UE et des partenaires de mise en œuvre du programme. Le calendrier général et les dates des missions potentielles seront discutés avec la délégation de l'UE dans le cadre des travaux préparatoires.
Activités spécifiques à réaliser dans le cadre de cette mission	Objectif 1: Générer des leçons tirées de RIMRAP pour de nouveaux programmes tels que RIMFIL. - Tâche 1: Examen détaillé des documents du programme - Tâche 2: Consultations avec l'équipe du programme - Tâche 3: Suggestions de révisions de la NRF, avec les contributions de C4N Les tâches 1 à 3 seront effectuées par l'expert en suivi et évaluation. L'expert nutrition examinera et fournira un soutien technique, si nécessaire. Objectif 2: Améliorer les cadres de résultats du programme RIMFIL pour le suivi des résultats de la nutrition. - Tâche 4: Examen des plans de référence - Tâche 5: Examen de la réflexion existante sur le cadre des résultats et le plan de suivi et évaluation. - Tâche 6: Un atelier consultatif avec les principaux membres de l'équipe du programme, y compris le soutien technique du programme et les partenaires d'exécution. - Tâche 7: Suggestions de révisions, avec des contributions du C4N. - Tâche 8: D'autres consultations pour réviser le cadre de suivi et évaluation, si nécessaire. - Tâche 9: Préparer les évaluations des besoins en formation si/quand les partenaires de mise en œuvre le demandent. Les tâches 4 à 8 seront effectuées par l'expert en nutrition. L'expert suivi et évaluation examinera et fournira un soutien technique si nécessaire. La tâche 9 sera effectué par l'expert en suivi et évaluation. Objectif 3: Faciliter la collaboration entre le RIMRAP, le RIMDIR et le RIMFIL pour une programmation multisectorielle visant à améliorer la nutrition de la population (objectif 3 du soutien de la NRF). L'expert S&E contribuera aux tâches suivantes (les tâches seront dirigées par le coordinateur du WP4 de la NRF)

Position proposée	Description détaillée
	- Tâche 10: Une réunion consultative / un atelier avec les principaux membres de l'équipe du programme, y compris le soutien technique du programme et les partenaires d'exécution. - Tâche 11: Sur la base de la stratégie nationale 2016 - 2025, une analyse des déterminants de la malnutrition en Mauritanie sera utilisée pour identifier les points d'entrée des différents programmes et fournir une compréhension commune pour une action concertée de plusieurs ministères et secteurs pour améliorer la nutrition. Les tâches 10-11 seront effectuées par expert en suivi et évaluation. L'expert en nutrition examinera et fournira un soutien technique, si nécessaire.
Résultats attendus	L'expert en nutrition et l'expert en suivi et évaluation organisent et contribuent aux consultations avec les partenaires de mise en œuvre du programme et les parties prenantes concernées. Lorsque les délégations de l'UE et les partenaires de mise en œuvre le jugent nécessaire, des missions dans le pays seront effectuées. L'expert en nutrition fournira : - Un rapport de fin de mission - Rapport final pour l'objectif 2 L'expert M&E fournira : - Rapport final pour l'objectif 1 - Rapport de l'objectif 3 - Un rapport sur l'évaluation des besoins en formation à la demande de la délégation de l'UE et des partenaires de mise en œuvre.
Qualification, expérience et compétences requises pour l'expert en suivi et évaluation	<i>Qualifications et expérience professionnelle générale</i> - Diplôme universitaire supérieur (MSc ou PhD) en nutrition ou dans un domaine connexe et au moins 10 ans d'expérience professionnelle pertinente. <i>Expérience professionnelle spécifique</i> - Au moins 5 ans d'expérience professionnelle en suivi et évaluation dans le cadre des projets qui visent à améliorer la prise en compte de la nutrition dans les projets de développement agricole et rurale <i>Autres compétences</i> - Expérience en suivi et évaluation dans le cadre des projets financés par la UE - Expérience dans la mise en œuvre de l'évaluation des besoins de formation - La maîtrise de l'anglais et du français est requise

Annexe 2 : Liste des questions

Introduction

- Présentation de l'équipe, des personnes interrogées et du but de l'entretien.
- Consentement pour l'enregistrement des entretiens oral.

Quelques questions directrices (à réorganiser et à cibler)

- Pouvez-vous présenter votre rôle dans le programme
- Connaissez-vous des politiques nutritionnelles en Mauritanie ?
- Comment le RIMRAP prend-il en compte le plan stratégique multisectoriel de nutrition ?
- Quels sont les liens entre le RIMRAP et le CNDN ? Le RIMRAP est-il représenté dans ces commissions ? Le RIMRAP facilite-t-il ou soutient-il ces efforts, au niveau national ou régional ?
- Comment le RIMRAP sélectionne-t-il les zones ou populations d'intervention. Les indicateurs nutritionnels (par exemple le pourcentage de retard de croissance, la faible diversité de l'alimentation, la mauvaise alimentation des enfants, l'insécurité alimentaire) sont-ils pris en compte dans ce processus ?
- Comment le RIMRAP cible-t-il les femmes en particulier ?
- Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever pour intégrer la nutrition dans le RIMRAP ? (existe-t-il une capacité dans le pays à intégrer la nutrition dans de tels programmes ?)
- Quels sont les mécanismes du RIMRAP qui permettraient de renforcer les capacités en matière de nutrition dans les différents ministères concernés (par exemple, le recrutement d'experts en nutrition ou le soutien à la formation du personnel...) ?
- L'appui du RIMRAP aux différents acteurs comprend-il également une sensibilisation ou une formation à la nutrition ?
- Comment la sélection des filières soutenues par le RIMRAP tient-elle compte de la perspective du régime alimentaire ?
- Les efforts sont-ils dirigés vers filières ou des cultures qui manquent dans le régime alimentaire, en particulier les aliments riches en nutriments ?
- Pourquoi la perspective nutritionnelle n'a-t-elle pas été intégrée dans la révision à mi-parcours ?
- Quelles sont, selon vous, les principales réalisations du RIMRAP pour améliorer les régimes alimentaires et la nutrition en Mauritanie ?
- Selon vous, quels sont les principaux enseignements tirés du RIMRAP pour la mise en œuvre de la politique nutritionnelle ?

Annexe 3 : Noms des membres du personnel interrogés

Organisation	Nom, Prénom	Qualification
UNICEF	Pr Cheikh Mohamed El Hafed Dehah	Appui technique au point focal SUN en Mauritanie
Terre Solidali	Sergio Castatini	Responsable technique Mauritanie
Terre Solidali	Laura Alunno	Responsable légal
AECID	Lierni Galdos	Chargée de programme Développement Rural
World Vision	Samuel Ndikumana	Coordinateur régional Afrique de l'Ouest et centrale
World Vision	Charles Bakhum	Responsable des programmes Mauritanie
IRAM	Hamzate Kane	AT RIMRAP
IRAM	Soazic Dupuy	Responsable projet Copco
IRAM	Lea Graafland	Chargée de programme
IRAM	Bernard Bonnet	Chargé de programme
GRDR	Thomas Leonard	Coordinateur en Mauritanie
GRDR	Yvan Le coq	Responsable unité S&E – siège Montreuil

